



le quotidien

rouge

journal d'action communiste

MERCREDI 1er MAI
NUMERO 7
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

ARRETE TON CHAR, GALLEY!

Galley enrage, écume, et trépigne. Il a failli en avaler sa DOT, ses écoutes téléphoniques, et ses hampes de drapeaux.

Faut dire que l'appel lancé mardi midi sur les écrans de télé par Krivine aux soldats du contingent allait droit au coeur.

On avait rarement aussi bien retourné les maigres possibilités laissées par la démocratie bourgeoise contre le pouvoir du capital et de ses bandes armées.

Galley est d'abord obligé de se justifier « Je ne peux que répéter ce que j'ai toujours dit : l'armée française est au service de la nation et non que de la nation ». Le problème, c'est que les officiers ont parfois tendance à interpréter à leur gré l'idée de nation. Ainsi, dans la revue «Le redressement économique» publiée à l'automne dernier, le colonel Trinquier, « pacificateur » de l'Algérie, signant un article intitulé « La Nation, l'Armée, l'Etat » où il disait :

« L'Etat est en fait une création de l'armée ». Elle s'arroge aussi le pouvoir de traduire et d'exécuter directement les volontés de la nation « dont le sort est en permanence entre ses mains » puisqu'elle est en fait « dépositaire souveraine de nos libertés » (sic). Alors Galley, qu'est-ce qu'on en pense ? En conclusion, Trinquier justifie le coup d'état chilien, l'obstination d'Allende « de se maintenir un pouvoir ayant amené l'armée à intervenir et à le renverser... ».

Galley s'indigne encore de voir Krivine appeler les soldats « à se réunir pour lutter contre leurs cadres ». Nous sommes fiers au contraire de continuer ainsi la tradition des pioupious du 17ème, des mutins de la Mer Noire, des appelés qui résistèrent en Algérie au putsch des généraux ! Nous regrettons qu'au Chili cet appel n'ait pas été lancé plus tôt.

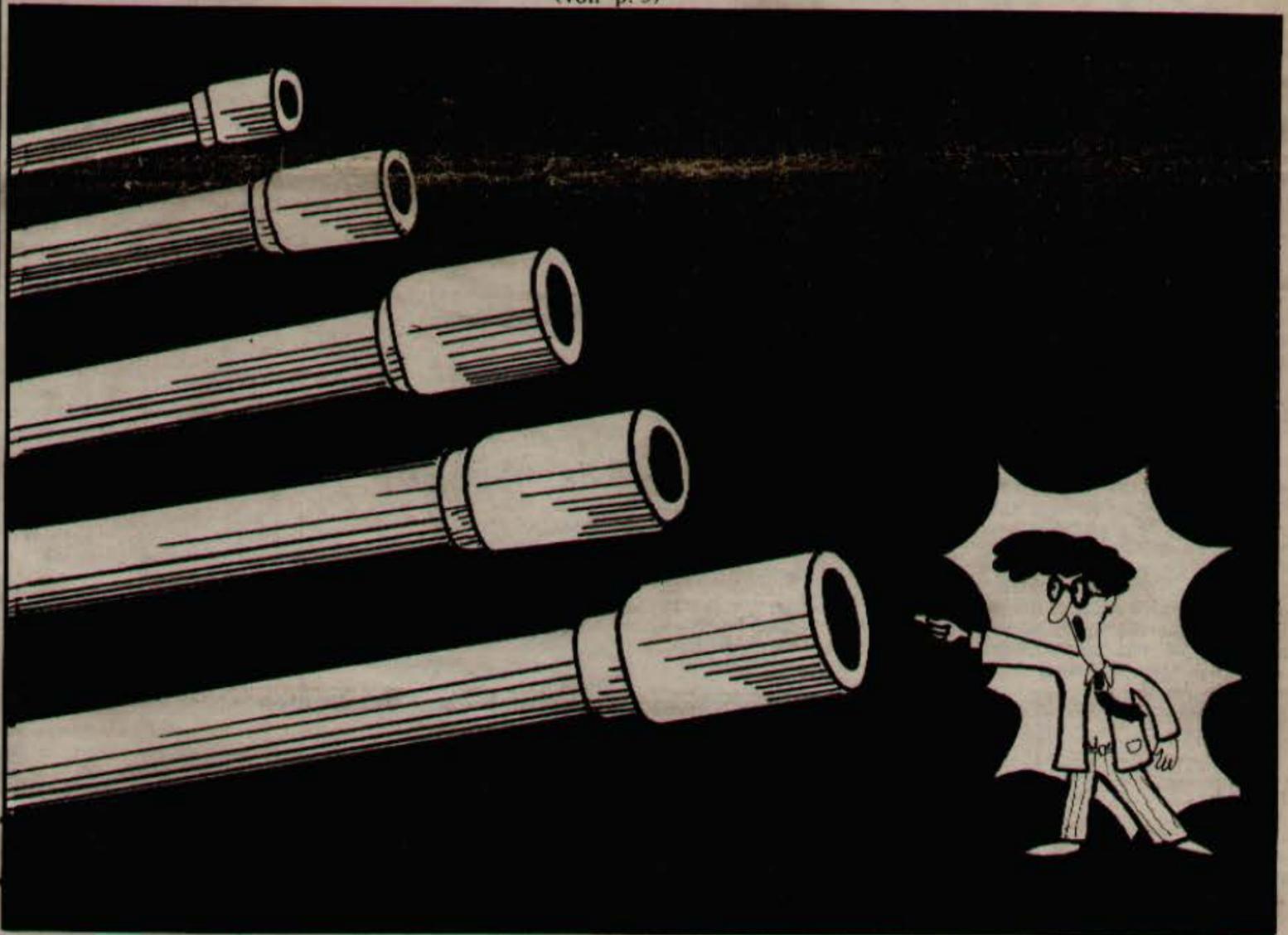
Enfin, et c'est le but principal de son intervention, Galley saute sur l'occasion pour faire un petit chantage : voyez dit-il, derrière Mitterrand le péril rouge s'avance masqué, Mitterrand est l'allié du diable. Manoeuvre électorale, certes. Mais aussi invitation à Mitterrand et au PCF à veiller aux débordements de l'extrême-gauche.

C'est petit et hypocrite de la part d'un ministre qui entraîne son armée contre l'ennemi intérieur et les peuples coloniaux, et qui l'éduque dans la fréquentation des généraux franquistes et des tortionnaires brésiliens.

Arrête ton char, Galley !

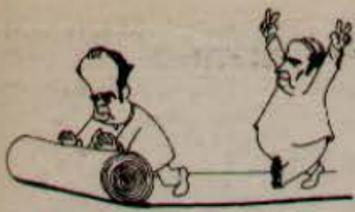
« Ces appels à l'insubordination et à la rébellion sont insupportables et révoltants »

(Galley après l'intervention télévisée de Krivine)
(voir p. 3)



(P. 7) L'APPEL
DU MIR POUR
LE 1^{er} MAI

(P. 6) INTERVIEW
D'UN TRAVAILLEUR
DE RHODIACETA



« Je souhaite une majorité conforme à mes orientations »

● « Je choisirai un premier ministre parmi les parlementaires socialistes. Le gouvernement sera ensuite formé à l'image de la majorité présidentielle. Les ministres issus des formations signataires du programme commun en constitueront l'armature (...). Aucune famille d'esprit en accord avec les choix fondamentaux qui m'engagent devant le pays n'en sera écartée ». C'est ce que déclare Mitterrand dans un entretien au « Monde », daté du jeudi 2 mai. Rien de nouveau.

« Dans le cadre d'une dissolution, les citoyens arbitreront. Je respecterai leur décision. Bien sûr, je souhaite une majorité conforme aux orientations qui sont les miennes. » Ca aussi, Mitterrand l'avait déjà dit. Il reste aussi vague : Mitterrand souhaite et attend. Et si ses espérances sont déçues ? Si la majorité nouvelle n'est pas conforme à ses orientations ? Motus. Hypothèse inenvisagée.

D'autant plus que pour l'immédiat, Mitterrand n'avance que deux projets : le plan anti-inflation et la charte des libertés.

« Il conviendrait aussi de mettre en oeuvre rapidement la loi électorale proportionnelle ». Rapidement ? Quand exactement. Avant ou après de nouvelles élec-

tions législatives. Si Mitterrand n'ose même pas mettre en vigueur le mode de scrutin qui fait partie de son programme, alors, on peut s'attendre à une cascade de compromis devant la bourgeoisie, devant la majorité. Le combat pour les libertés commence à reculer.

nationalisations :

UNE DE CHUTE !

● « Nous avons prévu 9 nationalisations. Nous ne pouvons en réaliser que 8 car en ce qui concerne Roussel-Uclaf, il est trop tard. Le groupe est déjà passé entre des mains étrangères » a annoncé Mitterrand dimanche à Lille. Discrètement, en douce. Une de

chute ! Et si entre les deux tours, les 8 autres passaient entre des mains étrangères ? Nous ne voyons pas ce qui empêche Mitterrand de nationaliser une entreprise étrangère. Allende l'avait bien fait. C'est à plus forte raison possible si on est décidé à les exproprier et non à les racheter.

MITTERRAND ET LA CULTURE

● Un palais des congrès ultra-moderne. Des gens disciplinés et courtois affluant sans bousculade, par paquets. Une ambiance très « intellectuel de gauche ». Pas de débat politique. Une seule intervention prévue au programme : celle de François Mitterrand et son programme culturel !

Et ça commence ! Ricet Barrier, avec un « accent du terroir » qui aurait ravi Royer, Anne-Marie Carrière qui lance sa note « sketche-militant » aux accents « MLFisants » pour dénoncer la femme-producteur...

Puis la salle se lève. La vedette, Mitterrand veut-il dire, fait son entrée :

« Les artistes sont le produit d'une culture... « l'école n'est pas forcément un moyen d'asservissement »... « l'essentiel c'est l'harmonie que la notion de profit a détruite » « les tours, je les aime quand je les trouve belles ». Ensuite on apprend (après avoir entendu une citation d'Edgar Morin) que « la culture ne dépend plus d'un mécénat, mais du mode de production capitaliste ». Heureusement que Mitterrand est là pour nous éclairer sur la question, quand on sait à quel point il remet en question le mode de production capitaliste ! Et quel leurre, en matière culturelle et artistique, de laisser entendre que le passage au socialisme (lequel ?) règlera tous les problèmes.

Après quelques généralités sur l'information (TV etc.) telles que « il suffit qu'un évènement soit tu pour être inconnu (!) » on apprend que Mitterrand préfère

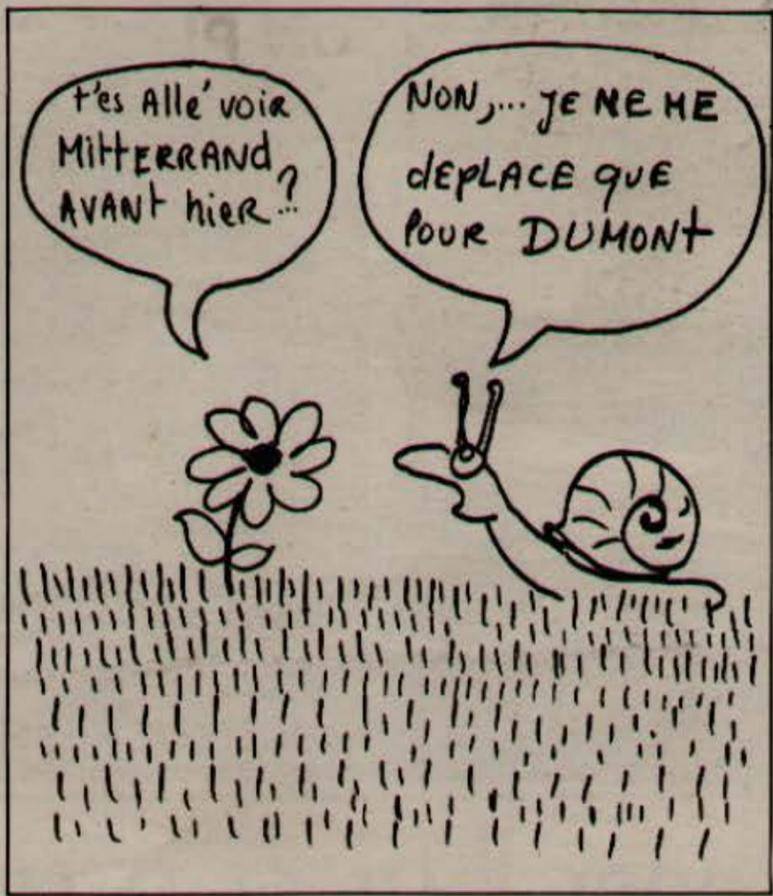
une mauvaise presse du cœur à une bonne information de la paroisse du coin. Sans commentaire !

Mais quand il souligne que « la télévision et le cinéma sont plus à portée de la masse », ce qu'il oublie de dire ou de remettre en cause, c'est la vente de l'érotisme, c'est la tolérance pour toute œuvre vulgaire, avilissante, abrutissante, alors que le

couperet de la censure tombe régulièrement sur les films politiques.

Et plus profondément, c'est le statut du créateur dans la lutte pour le socialisme, la portée subversive que peut soutenir l'œuvre d'art, toutes les questions des rapports entre l'intellectuel et le parti ouvrier, tout cela est évacué par Mitterrand.

Correspondant.



mardi soir : plus de 4000 pour Arlette



■ Mardi soir, plus de 4000 personnes venues de toute la France remplissaient presque le Palais des Sports lors du meeting de soutien à Arlette. Les délégations de province avaient déployé leurs banderoles autour de la salle : Vierzon, Grenoble, Besançon, Bordeaux...

Et c'est devant une assistance enthousiaste que les différents orateurs, dont un camarade antillais de



ROCARD EN DISPONIBILITE

● Robert Chapuis, secrétaire général du P.S.U., a tenu lundi une conférence de presse pleine d'humour.

Il s'agissait d'abord de protester contre l'attitude du PCF tendant à annexer le candidat commun du programme commun. C'était la marche des choses après que le PSU eut été réduit à un rôle de figuration au meeting unitaire du Parc des expositions. Chapuis rappelle que le programme commun reste pour le PSU « trop marqué d'étatisme et d'ambiguïtés ». Enfin, comme il faut présenter aux militants bafoués par l'autoritarisme sempiternel du PCF, une consolation, on note « avec intérêt que François Mitterrand se réferait moins au programme commun proprement dit qu'à ce qu'il appelle ses options fondamentales ». Ce bon français !

C'est étourdissant d'autocarillonnage ! En gros, pour Chapuis, si Mitterrand met le programme commun en veilleuse, c'est pour faire un clin d'oeil complice au socialisme auto-gestionnaire. Tu parles. Il prend autant de distance envers l'autogestion qu'envers la gestion démocratique, le « candidat de tous les Français ». Il en prend tellement, qu'en futur président qui se respecte, il ne vient pas poser ses fesses sur la pelouse de la Courneuve avec le premier venu de ses électeurs.

Et plus le PSU se chamaille, plus Mitterrand dort tranquille. Son rôle d'arbitre paternel en sort renforcé, chacun tenant avec gratitude le compte de ses allusions au programme commun et aux forces autogestionnaires.

Chapuis se trompe de cible, une fois de plus. Si Mitterrand prend ses distances envers le programme commun, ce n'est pas pour faire plus de place à l'autogestion, c'est pour donner plus de garanties au patronat. A moins que les liens de Mitterrand avec le PCF inquiètent plus Chapuis que ses manoeuvres électorales avec la bourgeoisie. C'est pas exclu.

Enfin, le clou de la conférence de presse : le cas Rocard. On apprend qu'il a été mis en disponibilité du parti pendant la durée de la campagne électorale pour lui donner une plus grande liberté d'expression. Liberté qu'il avait déjà prise unilatéralement en annonçant dans un meeting à Toulouse son soutien à Mitterrand avant que le PSU n'ait arrêté sa position sur la candidature Piaget. Il s'agit donc pour la direction du PSU d'enregistrer un fait accompli et de le couvrir avec des phrases lourdes de sous-entendus : Rocard serait « au service de l'ensemble de la gauche et ses responsabilités d'aujourd'hui sont très importantes pour demain ».

C'est clair comme du jus de boudin. Si ça veut dire qu'il sera ministre, faut le dire sans se contorsionner comme ça ! Mais voilà qui annonce une pratique amendée de l'autogestion : si pour mieux servir la gauche, Rocard est soustrait dès aujourd'hui au contrôle de son parti, on se demande comment les travailleurs pourraient le contrôler demain, quand il sera ministre de Mitterrand. Il est vrai que, selon Rocard, l'Etat est une affaire trop sérieuse pour être autogérée par des ouvriers.

Mitterrand à Dijon LA PROPRIETE C'EST L'ENVOL

● Mitterrand s'est présenté mardi soir lors de son meeting à Dijon comme le « défenseur de la propriété » commerciale contre les grandes surfaces, agricole contre les grandes sociétés. Le même soir, répondant à Séveno sur le collectivisme à la télé, il a également déclaré : « Le mot vient des profondeurs du XIXème siècle... Dans une société très malheureuse, on rêve d'une société idéale... Cela me fait penser aux premiers âges du christianisme ». Faut dire que Marchais lui tend une sacrée perche, lui qui

déclare le même soir à Marseille : « L'alternative proposée le 5 mai aux Français, ce n'est pas libéralisme ou collectivisme, la véritable alternative, c'est féodalité ou démocratie ».

Au lieu de discuter délibérément dans le brouillard, il serait plus simple et plus clair de préciser ce que nous voulons : l'expropriation et la collectivisation des moyens de production.

Décidément, pour Mitterrand comme pour Marchais, la propriété, c'est... l'envol électoral !

« Combat ouvrier » ont pris la parole. Dans son intervention de clôture, Arlette tenait à rectifier les propos rapportés par le compte-rendu du « Monde » sur son meeting de Bordeaux, selon lesquels elle se sentirait proche de Nicoud et Poujade « car eux aussi appartiennent à la catégorie des travailleurs qu'ils défendent » (citation du « Monde »). Arlette

précise donc qu'elle a seulement voulu dire que Nicoud et Poujade, au moins, partagent le sort de la catégorie petite-bourgeoise qu'ils entendent représenter, alors que Royer n'est qu'un politicien qui cherche à l'utiliser.

N'empêche que la pente de la séduction électorale est sacrément glissante.



REPONSE A GALLEY

Ainsi, Monsieur Galley est indigné. Il a convoqué une conférence de presse spécialement pour le dire. C'est que nous aurions tenu des propos « proprement révoltant » sur l'armée au cours de notre dernière émission télévisée.

Propos révoltants qui mettent en cause le « loyalisme républicain » des officiers.

Propos révoltants qui incitent les soldats à « l'insubordination, la rébellion », les invitent à lutter pour leurs droits, voire à constituer des comités de soldats...

Et de brandir l'épouvantail de la dictature « ultra-gauche » tapie derrière la sage candidature de Mitterrand...

Galley écume. C'est que nos propos ont visé juste. C'est peut-être ainsi qu'ils détonnent quelque peu dans une campagne où chacun a un mot aimable pour les retraités, les rapatriés et les veuves de guerre, mais où personne ne se soucie du contingent, électeur aléatoire, plus que d'un tas de bois.

Pour notre part, nous n'avons fait qu'énoncer quelques vérités élémentaires.

Nous avons dit que l'armée française n'est pas plus neutre que la chilienne, qu'une partie de son encadrement met en place d'ores et déjà des dispositifs de guerre civile. Et nous le prouvons. Après tout, ce n'est pas nous qui avons mis en place le G.I.E.R., ce carrefour militaire de toutes les entreprises de fichage de France et de Navarre. Ce n'est pas nous qui vendons des armes aux assassins de la junte chilienne, ce n'est pas nous qui organisons des manoeuvres de D.O.T. où le gauchiste est le gibier favori. Ce n'est pas nous qui avons mis en place le plan Clément Marot qui a coûté la vie à 67 personnes. Ce n'est pas nous qui avons couvert les assassins de Chézy, ce n'est pas nous qui couvrons encore les associations d'officiers de réserve qui portent des toasts à Pinochet. Alors, M. Galley, avant de nous traiter de fascistes, regardez le sang que vous avez sur les mains...

Le fond de l'affaire, L. Galley, c'est que vous avez peur. Peur du développement spectaculaire de l'initiative politique des soldats, de la multiplication des groupes et comités dans les casernes, des diffusions quotidiennes de tracts dans les enceintes militaires, de la recrudescence de l'anti-militariste civil et de l'insolence du mouvement des objecteurs et insoumis.

Alors vous frappez en aveugle. Les années de prison pleuvent sur les insoumis et les géoles militaires s'empressent de prétendus « suspects » aussitôt que, dans une caserne, se manifeste l'ombre même de la contestation.

C'est en vain que vous tempêtez et vous agitez M. Galley. Il est trop tard pour que vous parveniez à rétablir votre cordon sanitaire fait de silence et d'intox autour des casernes. Le coeur des soldats bat d'un même rythme que celui de la jeunesse et de la classe ouvrière. La lutte des classes s'est emparée des casernes, c'est ce que nous nous sommes contentés d'exprimer...

Le député UDR, Le Noal déclare :

Devant une Education nationale qui se cherche, devant l'agitation paradoxale des salons et des églises, les familles ne savent plus quoi affirmer. A leurs enfants bien qu'au fond d'elles-mêmes reste encore vivant le sens de la Défense nationale. Les jeunes, troublés, non motivés, c'est l'armée qui doit les former ».

De Joybert à des épouses de marins venues revendiquer :

« Je suis le chef syndicaliste de la marine, un chef syndicaliste sans syndicats ni syndic, un délégué du personnel inamovible qui doit informer les autorités civiles de la situation préoccupante à ce jour, des familles de militaires ».

1^{er} Février 1974

soldats, marins, aviateurs

Tour à tour, chaque candidat promet monts et merveilles ; mais pour vous, qui passez en pure perte un an dans les casernes, un an d'ennui, de frustration, de discipline imbécile, de brimades, d'abrutissement, d'exercices éreintants, il n'y a pas un mot.

C'est que la plupart d'entre vous n'ont pas le droit de vote.

Vous êtes bien assez grands, voyez-vous, pour trimer en usine ou vous faire trouser la peau, mais pas assez pour élire un Président de la République qui, lui, aura le droit de vous envoyer au massacre dans une guerre sans issue.

Soldats,
Vous savez que vous n'avez

rien à attendre de Giscard ou de Chaban, collègues de Debré et Galley.

Les milliers de jeunes mobilisés contre la Loi Debré, les milliers de travailleurs regroupés autour des Lips, montrent la voie.

Refusez d'être traités comme des bagnards et des citoyens de seconde zone, comme des bêtes à corvées !

Refusez, dénoncez les brimades et les exercices dangereux ! (souvenez-vous de Chézy et de ses 8 morts !)

Exigez pour les soldats le respect des libertés élémentaires de chaque citoyen : le droit de lire le journal de son choix, le droit de se réunir, de s'organiser ;

le droit à des permissions

régulières et garanties ;

imposez la réduction du temps de service militaire au temps réel d'apprentissage des armes !

exigez l'incorporation à proximité du domicile !

Si Giscard ou Chaban est élu, vous savez que rien ne sera changé d'un pouce dans les casernes. Cela, vous ne l'accepterez pas.

Si Mitterrand est élu, il faudra qu'il respecte immédiatement ses engagements, pour qu'ils ne restent pas de vagues promesses électorales.

C'est à vous de les faire respecter !

Constituez alors des Comités de Soldats dans les casernes, dans les bases, sur les bateaux ; partout, imposez

la conquête de vos droits élémentaires.

Soldats, Marins, Aviateurs, si Mitterrand passe, il faudra rester vigilants face aux officiers réactionnaires qui réveront de revenir en arrière et de balayer la mobilisation populaire et ouvrière.

Faites-leur clairement savoir que jamais vous ne marcherez contre le peuple !

Donnez vous les moyens de paralyser tout coup de force des officiers réactionnaires, comme le contingent a paralysé les putschs de 1961 et 62 en Algérie.

Soldat, Marin, Aviateur

N'oublie pas, sous l'uniforme, tu restes un travailleur !



QUAND GALLEY ACCUSE L'EXTREME-GAUCHE DE PREPARER UN PUTSCH MILITAIRE

« M. Krivine, profitant de la campagne présidentielle, a prononcé des propos qu'il m'est impossible de laisser passer sans réagir vigoureusement. Le candidat à la présidence a accusé en premier lieu l'armée et ses officiers « réactionnaires », je le cite, de se préparer à « marcher contre le peuple », ne voyant de remède que dans l'action révolutionnaire des appelés du contingent. Les cadres d'active de notre armée, dont le loyalisme républicain est ainsi mis en cause, apprécieront. Pour ma part, je ne peux que répéter ce que j'ai toujours dit : l'armée française est au service de la nation et rien que de la nation.

Si demain la France décidait librement et démocratiquement de confier le pouvoir à d'autres groupes politiques que ceux de la majorité actuelle, dans le respect des institutions de la République, il est bien évident que l'armée ne s'opposerait pas à de telles transformations. Elle a trop le sens de la légitimité, elle est trop soucieuse aussi de l'unité nationale pour se lancer jamais dans les aventures. Si le peuple français veut changer de régime, nous ne lui enverrons pas des chars comme d'autres ont fait ailleurs.

Mais, M. Krivine a été plus loin. Il a carrément demandé aux soldats de notre armée, appelés pour faire leur service militaire, de se réunir pour lutter contre leurs cadres et imposer la politique de l'extrême-gauche et ce, non seulement à M. Giscard d'Estaing ou à M. Chaban-Delmas, mais aussi à M. Mitterrand.

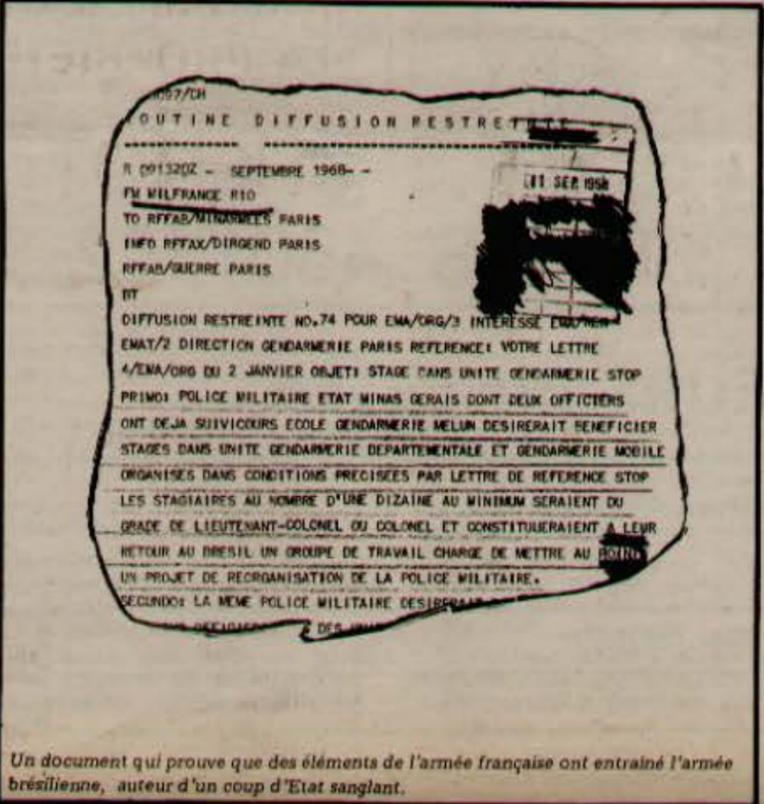
(...) Ces appels à l'insubordination et à la rébellion sont insupportables et révoltants. On n'a pas le droit de se servir ainsi de jeunes gens que l'on entraîne à l'aventure. Les vrais fascistes ce sont ceux qui appellent les soldats à se mutiner

contre le gouvernement quel que soit, on prend bien soin de nous le dire, le résultat des élections.

Pour ma part, je tirerai deux leçons de cette affaire, beaucoup plus graves qu'on ne peut le penser au premier abord. La première est relative à mes fonctions. Tant que j'aurai autorité sur le ministère des Armées, le peuple français peut être sûr que je ferai tout pour que l'armée reste unie, disciplinée, poursuivant normalement son instruction et sa mise en condition opérationnelle.

La seconde est relative à l'avenir politique de notre pays. L'ultra-gauche ne nous cache pas qu'en cas de victoire de M. Mitterrand, elle fera tout pour radicaliser la situation et pousser à la révolution. M. Mitterrand n'est pour elle qu'un instrument sur la voie de la conquête du pouvoir et de l'installation d'une dictature dite du prolétariat. Le Front Communiste Révolutionnaire ne fait que dire tout haut ce que les staliniens du PC pensent tout bas, mais en ayant l'habileté de le taire.

Que tous les républicains, que tous les démocrates, que tous les socialistes qui auraient la tentation de voter pour M. Mitterrand sachent entendre. Lorsque nous disons que M. Mitterrand, en s'alliant à l'extrême-gauche, prend un pari dangereux pour nos libertés, nous n'agissons pas un épouvantail comme on nous en accuse. Nous ne faisons que dire qu'on ne réalise pas le paradis en s'alliant avec le diable, qu'on ne crée pas la liberté et la justice en mettant au pouvoir ceux qui partout ailleurs sont des oppresseurs. L'idée d'un gouvernement de la gauche communio-socialiste réalisant des réformes dans l'ordre et la liberté me paraît de plus en plus une pure illusion. M. Krivine ne s'est pas gêné pour nous le dire ».



Un document qui prouve que des éléments de l'armée française ont entraîné l'armée brésilienne, auteur d'un coup d'Etat sanglant.



Alain Krivine

LE TANK ET LA VOITURE DE TOURISME

A LA TELE MARDI 13 H

Dans son émission TV diffusée mardi à 13 h, A. Krivine a donné la parole à Philippe-Pierre Charles, dirigeant du Groupe Révolution Socialiste, section antillaise de la Quatrième Internationale. Le camarade du GRS a rappelé dans quelles conditions la « mère patrie » maintient sa domination coloniale dans les « TOM-DOM ». 50 % de chômeurs, 10000 jeunes qui s'expatrient chaque année. Mais le chômage et la misère ne suffisaient pas. Face aux travailleurs en colère, le pouvoir répond à coup de mitraille. 50 meurtres politiques en 10 ans. Pour continuer ce travail, c'est 4700 0 soldats, plus les CRS, gardes mobiles, les flics locaux et, depuis quelques mois, les légionnaires venus s'installer en Guyane. Aujourd'hui les candidats de la droite « redécouvrent » les antilles et on assiste à un curieux ballet d'oiseaux migrants. Mais les travailleurs des

Antilles, de Guyane, de la Réunion ne seront pas dupes. Mais ils n'accorderont pas de chèque en blanc à Mitterrand qui, ministre de l'intérieur en 1954 répondait aux révolutionnaires algériens « l'Algérie c'est la France, la seule négociation c'est la guerre ». Dans ce sens, le GRS appellera les travailleurs de la Martinique et de la Guadeloupe à voter au premier tour pour le candidat du FCR.

Puis, Krivine explique ce qu'est l'état, l'état bourgeois des flics, des juges et de la CFT, et l'état dans l'ombre des polices parallèles ou convergentes, SAC, CDR et Ordre Nouveau (Cf. article aujourd'hui).

En interviewant un appelé, Dominique Bouchet, sur les conditions d'abrutissement que font régner les brutes galonnées dans les casernes, Krivine montre que pour les révolutionnaires en campagne, il

n'y a pas de sujet tabou, surtout pas « la Grande Muette », l'armée de guerre civile. Nous reproduisons ci-dessous l'appel lancé aux soldats, marins et aviateurs.

Face à l'état bourgeois et contre

les illusions réformistes sur la question de l'état, il faut rappeler qu'on ne change pas un tank en voiture de tourisme en changeant de conducteur, même s'il se nomme

F. Mitterrand



INTERVENTION DE PHILIPPE-PIERRE CHARLES DIRIGEANT DU GRS

LA CAMPAGNE DANS LES TOM-DOM

Voudrait-on une fois de plus illustrer ce qu'est pour la bourgeoisie « l'égalité des droits pour les Français des TOM et DOM » qu'il n'y aurait pas de meilleur exemple que celui de la différence des salaires entre les travailleurs métropolitains et ceux des colonies. Le relèvement du SMIC à 5,95 F décidé par le Conseil des Ministres, porte en France le salaire minimum à 1029,35 F par mois pour 40 heures hebdomadaires. Soit approximativement 250 F pour une semaine.

Dans le même temps, cette augmentation de 6,25 % porte le SMIC à 194,38 F par semaine en Guadeloupe, Guyane et Martinique, alors qu'en Réunion il atteint la somme fabuleuse de 7930 F CFA (soit 158,60 F par semaine). A noter d'ailleurs que le salaire minimum ne s'applique pas aux territoires français d'outre-mer.

Pendant ce temps, la quête électorale se poursuit dans les TOM et DOM. Après avoir envoyé Anne-Aymone à la Martinique, Valéry vient de dépêcher un autre membre de sa famille, son cousin François Giscard d'Estaing, pour le représenter dans les Territoires Français des Afars et Issas.

Aux Comores, c'est au tour de

M. Chandernagor, député socialiste de la Creuse, de jouer les oiseaux migrants. Dans une déclaration faite au cours d'un de ses meetings, il a confirmé la validité de l'accord conclu à Paris le 15 juin dernier, accordant aux populations de l'archipel la possibilité de se prononcer en faveur de l'indépendance dans un délai de 5 ans. « Cela est conforme au principe d'auto-détermination qui implique le respect de la volonté populaire. La gauche s'y est engagée ».

Personne, en revanche, à la Réunion, ne se rappelle le contenu exact du programme commun au sujet des DOM. Depuis le début de la campagne, les orateurs communistes ne prononcent plus le mot d'autonomie et renvoient leurs électeurs au passage du programme commun traitant des départements d'outre-mer. Les socialistes s'y réfèrent également, mais chacun donne une interprétation différente de ce texte, les premiers y voyant la satisfaction de leurs revendications essentielles, l'autonomie, les autres y trouvant au contraire une confirmation du maintien du statut du département. Il y a des contradictions qui sont parfois difficiles à assumer.

LE PEN ATTAQUE ROUGE

Après le Grand Jury de RTL du lundi 29 avril consacré à Jean-Marie Le Pen, celui-ci vient d'annoncer qu'il porte plainte « contre l'intervention diffamatoire de M. RECANATI, représentant de M. Alain KRIVINE (...) d'une part et, d'autre part, contre un article paru dans ROUGE ». De quoi s'agit-il ?

Dans son intervention au Grand Jury, Recanati avait repris des informations parues dans deux livres consacrés à la torture et à la guerre d'Algérie, démontrant que Le Pen avait torturé des Algériens dans une villa de la banlieue d'Alger, au 74 Bd Gallieni de la ville d'El Biar. Les informations étaient puisées dans les livres suivants : « La Pacification » d'Haffid KERAMANE Editions de la Cité, Lausanne 1960 (pages 35 et suivantes), « La torture dans la République » de Pierre Vidal-Naquet paru en 1972 aux éditions de Minuit (page 79). Recanati

avait, en conclusion, lu une déclaration commune d'A. Krivine et d'A. Laguiller : « Tortionnaire en Algérie, vous le restez par l'esprit en soutenant les crimes de Pinochet contre les travailleurs chiliens. Il n'y a pas pour nous de débat possible avec les ennemis de la liberté et les assassins d'opprimés. C'est pourquoi nos camarades refusent, ce soir, et pour la première fois de participer au grand Jury et quittent la salle ».

Le Pen précise que son conseil, M^e Guibert, nous assigne pour « obtenir à bref délai la réparation du préjudice subi ». Souhaitons que cette affaire passera le plus tôt possible devant les tribunaux : il y aura beaucoup de choses à dire sur M. Le Pen. Nous espérons que cela permettra, en partie, de porter « réparation des préjudices subis » par les victimes de M. Le Pen.

SOUSCRIPTION

Le « Quotidien Rouge » s'est lancé dans la bataille électorale. Sans campagne publicitaire préalable. Sans financement autre que militant. Aujourd'hui, Galley attaque. Les procès menacent. La caisse est visée. Plus que jamais, pour tenir, nous avons besoin d'argent. Un besoin urgent, absolu !

Faites vite !

C.C.P. : CHENOT
PARIS 4501/42

VOUS VERREZ LEURS BINETTES...



FRANCE-INTER

VENDREDI 3 19 h 20 A. KRIVINE (5 minutes)
A. LAGUILLER (5 minutes)

T.V. 1ère et 2ème CHAINES

JEUDI 2 20 h 35 A. LAGUILLER (9 minutes)

VENDREDI 3 20 h 35 A. KRIVINE (5 minutes)
A. LAGUILLER (5 minutes)

Meetings

2 mai :

Marseille 20 h 30
avec A. Krivine
Salle St Georges
Avenue de la Corse

Montpellier 20 h 00
avec J. Habel
Djellali Kamel

Nanterre 20 h 00
Ecole du Petit Nanterre
« Les émigrés »

Houilles 20 h 30
Salle Municipale

Denain 20 h 30
Restaurant Municipal

ORTF PARIS 20 h 30
44 rue de Rennes
avec D. Bensaïd

Fac de Villetaneuse Paris, 13h
Film : « Le charme discret
de la démocratie bourgeoise »

PARIS 15^e :
meeting FCR
27 rue Olivier de Serres

Paris 17^e 20 h 30 Meeting FCR
et comité de soutien 125 rue
LEMERCIER

Paris 18^e 20 h 30
63 rue de Clignancourt
avec J. Métais

MEETING FCR-GRS
Hôpital Lariboisière 16 h

3 mai :

Hôpital St Louis

Besançon
Théâtre Municipal à 20 h
meeting du FCR
avec Alain Krivine et
des travailleurs des banques

Travailleurs français-immigrés,
même patron, même combat
pour les mêmes droits
Réunion-débat
Préau de l'école
38 rue de Tourville
Métro Belleville
Vendredi 3 mai. 20 H

4 mai :

PERPIGNAN :
Vendredi à 21 h
meeting FCR
à l'hôtel Pams.



CLERMONT-FERRAND.
29 AVRIL 1974

150 personnes dont une forte majorité de travailleurs immigrés ont participé dimanche 28 à un meeting organisé par le Comité de Défense des immigrés, récemment constitué. Le film « Jusqu'au bout » retraçant les luttes des travailleurs immigrés contre les circulaires Fontanet-Marcellin et contre le racisme précéda un débat animé par des militants du Mouvement des Travailleurs Arabes.

Mende réunion-débat avec une cinquantaine de personnes dont la moitié avait signé l'appel du PC pour le soutien au programme commun. Même chose à Sète. 60 personnes.

TORCHONS

Le Tribunal de Paris a confirmé mardi 30 la saisie du torchon « France-Matin » tiré à plus d'un million d'exemplaires. On ignore toujours qui sont les amis généreux du dénommé Legrand, directeur de cette feuille. Ils disposaient sans doute de quelques moyens puisqu'à Paris on a découvert un million d'exemplaires de ce « journal ». Par ailleurs, c'est aujourd'hui jeudi que le tribunal doit statuer sur la demande de saisie avancée par Georges Marchais, du journal « Spécial Banlieue » qui relate les activités de Marchais en Allemagne.

COUPS DE FEU

Une information contre X a été ouverte pour retrouver les auteurs des deux coups de feu qui ont été tirés le 27 avril contre l'immeuble du PCF.

Par ailleurs, la Fédération de Paris du Parti Socialiste proteste contre un certain nombre d'agressions dont ont été victimes ses militants. Deux coups de feu ont notamment été tirés jeudi 29 contre des militants sur le boulevard St Michel.

LA DEMOCRATIE QUI S'AVANCE...

Jacques Duclos tenait vendredi soir à Grenoble un meeting pour appeler la population à assurer la défaite de la droite et la victoire de l'Union de la Gauche, le 5 mai prochain. Il a assuré qu'« il est mal de chahuter les meetings de Royer car, si on le laissait parler, il dirait tellement de bêtises que personne ne l'écouterait ». Mais s'il est mal, pour le PCF, de chahuter Royer, il n'est pas « mal » de bousculer les militants du CDA à la sortie du meeting et de leur déchirer les tracts qu'ils distribuaient : les antimilitaristes et les élections ». A noter cependant que cette initiative musclée n'a guère été appréciée par les diffuseurs d'Avant-Garde.

LA « MUETTE » FRAPPE

Le jeudi 25 avril, dès le petit matin, les crevures du CEC de Pont-St-Vincent en ont pris un coup au moral : sur la place du rapport s'étaient d'énormes bombages : « A bas l'embrigadement de la jeunesse », « Ici, on apprend la guerre civile ». Et tout ça signé : Front des Soldats, Marins et Aviateurs révolutionnaires !

Et le plus drôle, c'est que se tenait ce jour là à Pont-St-Vincent une réunion de tous les commandants des CEC de France et de Navarre.

Le colon de service, chargé de commander la levée des couleurs, était tellement troublé qu'il en a oublié d'ordonner le « garde-à-vous » rituel. Confusion et rigolade, en un mot : le bordel.

« Inacceptable » a décrété la SM qui a aussitôt déclenché une opération policière de grande envergure : fouille

systématique de tous les recoins du CEC, interrogatoire en règle de tous les bidasses, etc...

Deux soldats : HOURQ et THEISSE sont considérés comme les principaux suspects. Les flics militaires auraient trouvé « des choses » dans leurs casiers personnels. Ils sont maintenant au secret.

Et les interrogatoires continuent : menaces, intoxic, chantages, etc...

Mourmelon, Reims, Toulon où un marin vient de prendre soixante jours d'arrêts, accusé d'avoir communiqué des informations à Libé. Aujourd'hui, Pont-St-Vincent : la répression frappe.

Tout cela mérite riposte. Les luttes se développent dans les casernes, les bases, les navires, c'est notre devoir de les soutenir et nous n'y manquerons pas.

LIBEREZ HOURQ ET THEISSE !

L'ARMÉE EST UNE GRANDE MUETTE.



les socialistes et l'armée

L'A.F.P. communique :

« Le service de presse de M. François Mitterrand rend public le texte d'une question écrite de M. Alain Vivien, député socialiste de Seine-et-Marne, dans laquelle, il demande au ministre des armées « en vertu de quels textes et dans quelles conditions, sur intervention des services de sécurité militaire, une décision de mise à pied a été prise à l'égard d'un jeune ouvrier, dans une cour du ministère des Armées, pour avoir tracé avec son doigt sur une

APRES UN LONG SOMMEIL...

vitre poussiéreuse, un slogan favorable à François Mitterrand ».

« Cette atteinte à la liberté d'expression ajoute M. Vivien est d'autant plus arbitraire que personne n'ignore l'existence dans certains bureaux du ministère, d'affiches électorales datant de l'élections législative ou M. le ministre des Armées a été candidat ».

Légitime dénonciation de l'absence de liberté d'expression politique dans les casernes.

Mais pourquoi diable, tous ces

excellents députés socialistes se réveillent-ils aujourd'hui seulement pour mettre en lumière cette absence de neutralité, les manquements d'officiers à l'obligation de réserve, etc. Depuis 1969, une répression incessante s'est abattue sur les soldats dans les casernes, les objecteurs de conscience, les antimilitaristes civils... Et nous n'avons pas souvenir que Mitterrand et tous ces messieurs aient levé le petit doigt pour défendre aucun d'entre eux. Bizarre...

AU NIGER

Décidément, l'armée française grenouille ferme au Niger. Le commandant du détachement français vient d'être fermement prié de boucler ses valises. Les nouveaux maîtres du Niger laissent entendre qu'il avait largement dépassé ses attributions en s'efforçant de prendre des contacts suspects avec des officiers nigériens. A Paris, silence gêné, on encaisse...

Décidément, il est bien fini le temps béni où nos généraux coloniaux disposaient du destin des fantoches coloniaux, déposaient et imposaient empereurs, sultans, et présidents-marionnettes. Misère de l'impérialisme déclinant...

Hors du Niger, l'armée française !

comité de défense de la petite-Camargue :

« Face à la violence déguisée, nous n'aurons pas peur d'employer la violence effective »...

La protection de la nature n'est pas l'apanage de boys-scouts pourfendeurs de papiers gars. C'est l'affaire des travailleurs, des petits paysans et commerçants des pêcheurs, lorsque le capitalisme met en coupe réglée une région comme la Camargue afin d'en faire une « Floride » provençale. C'est ce qu'explique dans cette interview au « Quotidien Rouge » un militant du comité de défense de la Petite-Camargue.

Il existe aujourd'hui un projet d'aménagement touristique de la Petite Camargue. Ce projet est présenté comme une mise en valeur profitant aux habitants de la région. Vous vous battez contre ce projet pourquoi ?

En effet, un projet de colonisation touristique va nous être imposé par le pouvoir centraliste de Paris en Petite Camargue (région s'étendant de la rive ouest du petit Rhône jusqu'au village de Pérols à l'ouest de Montpellier). Face aux scandales qu'ont déjà subi la Grande-Motte et le Port Camargue par exemple, ils vont, non contents de cela, foutre en l'air toute une zone fondamentale au point de vue écologique. En effet, il existe toute une faune et une flore particulières à ces régions basses composées essentiellement de marais et de pâturages pour les taureaux. D'autre part, il y a pas mal d'ouvriers qui travaillent dans les marais (les sagueurs les pêcheurs dans les étangs). Ce sont

des gens encore libres et qui doivent le rester. Donc, après les scandales dont je viens de parler, certains projets intolérables vont nous être imposés si nous ne réagissons pas. En amont du village de Sylvéréal, situé dans la commune de Vauvert, un complexe touristique de 15.000 logements doit être construit, cela représenterait une population de 50.000 personnes avec leurs dépendances de luxe, c'est-à-dire terrains de golf, piscines, ports artificiels. D'autre part, la banque La Hénil vient de racheter les Salins du Midi (qui ont le monopole de la commercialisation du sel en France et dans les TOM-DOM) et compte y implanter un des plus grands centres touristiques européens (...)

Je voudrais ajouter qu'il y a aussi une chose très importante c'est que ce soi-disant développement touristique ne favorisera en rien le commerce local comme certains éléments de la population le croient et comme certains élus locaux le laissent entendre. En effet, comme à la Grande-Motte, les magasins n'appartiendront pas à des petits commerçants mais à des gros bourgeois pleins de frie et citadins. (...)

La Petite Camargue est au coeur de la Provence où le folklore mistralien sert beaucoup aux promoteurs pour vendre leur béton. Existe-t-il des traditions populaires et quel est leur avenir dans le contexte actuel ?

Il est évident que tout promoteur a besoin d'un certain folklore, d'une

certaine carte postale pour vendre sa marchandise : je pense au soleil, à la mer, à la liberté. Dans la région, il leur est très facile d'utiliser l'image stéréotypée du gardian nerveux, de la charmante arlésienne, de la Camargue sauvage, de la maison au milieu des oiseaux.

Ainsi, toutes les images folkloriques ou populaires vont perdre leur véritable nature pleine de liberté et de simplicité et vont se retrouver récupérées par le capital à des fins purement économiques. D'autant plus que la population locale est assez dupe de tout ce qui se passe sous son nez. Ainsi, l'extension de l'aéroport de Fréjorgues qui empiète sur l'étang de Mauguio a mis longtemps avant de sécréter des réactions chez les pêcheurs. (...)

Donc, tout un travail d'information est nécessaire, mais cela est difficile car on se heurte à certaines formations réactionnaires : organisations folkloriques, félibréennes, ne voulant surtout pas faire de politique et cautionnant par ce fait l'Etat, ou alors, plus grave, certains groupes « d'opposition » au sein des communes et qui maquillent le problème, comme la « Marmite » à Vauvert.

Entre la pollution sauvage de Fos-sur-Mer et la mise en « Floride », le pouvoir présente le « parc naturel » comme un secteur sauvegardé et suffisant à l'équilibre de la région, qu'en pensez-vous ?

Le parc naturel est une bonne chose en apparence, mais il se trouve



coincé entre Fos à l'est qui déverse sur lui une pollution énorme, détruisant le milieu naturel et l'urbanisation dont nous parlons à l'ouest. Pour permettre cette urbanisation forcée, on n'a pas hésité à « démoustiquer » et ainsi tuer poissons et oiseaux spécifiques de la région. Ces deux zones, véritables tenailles, ne demandent qu'à empiéter sur le « parc ». Remarquons qu'au nord, dans le cadre du développement de l'axe Rhin-Rhône (opération Grand-delta), l'aménagement du réseau routier intensif ainsi que la mise en gabarit international du canal du Rhône à Sète (par « utilité publique » dit le

gouvernement) va sûrement entraîner l'implantation de certaines industries le long de ces voies de communication.

(...) Signalons en outre que récemment le « Midi libre » a annoncé qu'un groupe de promoteurs et architectes américains est venu pour visiter divers aménagements de ce développement : ce groupe est reparti « enchanté » et « très intéressé ». Il est évident que face à cela, nous ne pouvons rester inactifs, nous irons jusqu'au bout, c'est-à-dire que face à la violence déguisée, nous n'aurons pas peur d'employer la violence effective.



La parole à Rhodiacéta :

« UNE REVENDICATION VIEILLE DE 12 ANS »...

En 1967, les travailleurs de la Rhodia occupaient leur usine, se heurtaient violemment avec la police et les CRS, jetant ainsi les prémices de ce qui allait être mai 68.

Aujourd'hui, dans cette usine où travaillent 2500 personnes, une série de grèves ont eu lieu depuis plusieurs mois pour imposer les 5/8. Cette revendication d'une équipe supplémentaire, on comprend aisément qu'elle mobilise le personnel, quand on sait que depuis 69, la production a augmenté de 30 % et les effectifs baissé de 20 %.

Le « Quotidien Rouge » a interviewé un camarade de la Rhodiacéta qui explique le sens de cette lutte.

Peux-tu nous dire comment et pourquoi cette lutte sur les 5/8 ?

C'est une revendication posée par les syndicats depuis 12 ans. Dans son application intégrale, elle correspond à un horaire de 33 h 30 ; à l'époque, elle apparaissait comme utopique pour les gars. Elle a été remise au goût du jour par la CFDT fin 73 dans une version : 5/8 à 39 h 1/2 tout de suite, 38 h dans un an. Si elle mobilise les gars, c'est essentiellement à cause du vieillissement moyen des travailleurs (36-37 ans) qui supportent de moins en moins la fatigabilité du travail posté en 4/8 continu. Elle correspond aussi au souci des gars sur le problème de l'emploi, car elle permettrait en partie d'arrêter la diminution des emplois sur la boîte. Dans toutes les boîtes du trust qui bossent en 4/8, les gars se mobilisent sur cette revendication-là, mais il faut dire que c'est Besançon qui est à la pointe.

Comment s'est engagée la lutte ?

Notre idée, ça a été de montrer aux travailleurs quel sens dans les faits

avait la mise en place d'une 5ème équipe : ça se traduisait par un jour de repos supplémentaire ; nous avons donc choisi de faire grève par équipe et par roulement tous les lundis du mois. Ça a bien marché, puisque les débrayages sont suivis à 90 %. L'avantage d'une telle méthode de lutte, c'est que sans coûter trop cher aux travailleurs, elle faisait perdre 20 % de la production à la direction. Dans un deuxième temps, les sections syndicales ont organisé des débrayages-informations de 4 heures pour débattre des formes de lutte, de l'état des négociations. Maintenant, nous avons atteint le troisième temps : nous débrayons de façon irrégulière de sorte que la direction ne puisse pas mettre en place de contre-mesures pour empêcher une trop grande baisse de la production. Mercredi 24 avril, par exemple, 2 équipes ont débrayé de 12 h à 4 h du matin.

Quelle est la politique de la direction ?

Face à la mobilisation sur les 5/8, elle a d'abord lancé un projet de 2/9 qui est une vraie saloperie : le travail de nuit n'est pas réellement supprimé ; on travaillerait plus souvent le dimanche qu'on ne le fait en 4/8 ; on perdrait du fric avec la prime de nuit et enfin, ça ne réglerait en rien les problèmes des loisirs, de la vie de famille.

Maintenant, la direction annonce qu'elle ne peut envisager une réduction de plus d'1/2 h par an. En même temps, elle fait un chantage à deux niveaux :

- en envoyant une lettre à chaque travailleur pour faire pression sur sa femme ;
- en jouant la carte de la négociation sérieuse contre l'arrêt de toute mobilisation, vis à vis des sections syndicales.

En gros, sa politique est de faire trainer les choses jusqu'aux vacances, en essayant d'offrir une carotte aux travailleurs. Mais ni les sections syndicales unies dans la lutte, ni les travailleurs n'entendent céder aux chantages. Sur le terrain, la trêve électorale n'existe pas.

Si Mitterrand passe et si le programme commun est appliqué, Rhône-Poulenc doit être nationalisé. Comment les gars voient-ils cela ?

Les gars pensent qu'il va passer, mais ils savent bien que ce n'est pas lui qui va leur donner les 5/8. De plus, ils ne sont pas prêts à attendre 7 ans que leur boîte soit nationalisée ; il faudra aller vite. Ce qu'ils voient dans la nationalisation, c'est les avantages qu'ils peuvent en tirer, essentiellement le contrôle de l'emploi par le CE qui serait doté de plus de pouvoirs. Mais parallèlement, ils ont peur qu'on leur demande une participation supplémentaire. Leurs 8 h de boîte ça suffit. Ils n'ont pas envie de se faire bouffer leurs loisirs, leur vie familiale. Il faut bien le dire, le débat reste vague ; les gars ne voient pas bien ce que ça va changer pour eux. Ils attendent de voir pour en discuter. De toutes façons, ils ne posent pas le problème en termes de « pouvoir aux travailleurs » parce qu'ils n'y croient pas encore et qu'en plus l'éducation n'est pas faite.

Sur la gestion tri-partite, c'est pas l'idéal. Il faudrait voir s'il est possible de mettre en place des comités par atelier et surtout d'éviter une intégration des sections syndicales afin que nous gardions intactes nos possibilités de riposte dans un système qui restera capitaliste.

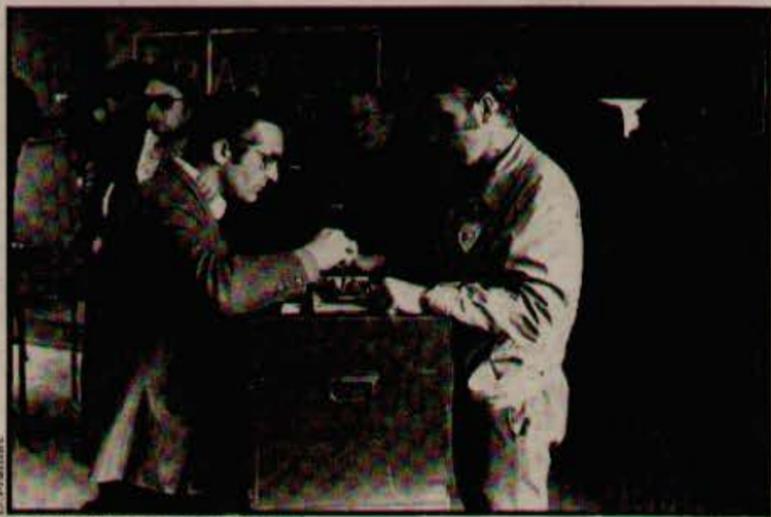
Le débat est largement ouvert, il est temps de le mener.

Rateau

UNE VICTOIRE, MAIS...

Aujourd'hui, c'est la reprise. Après 3 mois de grève, il faut se remettre au boulot avec les chefs sur le dos. C'est ça le plus dur. 3 mois de grève pour avoir le droit d'en baver sur son tour et de ne pas être viré comme un malpropre. C'est le sentiment qui règne ici dans la boîte. Certes, nous avons mis en pièces le plan de démantèlement de la direction, certes, aucun copain ne se retrouve au chômage, certes, la lutte a été payante... mais... mais il y a comme un arrière-goût d'amertume, amertume qui s'est traduite dans le vote pour la reprise (900 pour, 157 contre). 157 travailleurs, c'est énorme quand on connaît le poids écrasant d'une CGT qui a chanté victoire.

Le refus de reprendre le boulot de la part des 157 gars exprime d'abord le mécontentement devant les propositions de la direction en ce qui concerne les problèmes sociaux, 5 % d'augmentation avec un mini de 80 F ça ne fait pas la mesure. 1/2 h de réduction des horaires pour les équipes, c'est mince. 1/2 mois de salaire comme



Le vote pour la reprise le 29 avril

avance pour le paiement des jours de grève, c'est se payer notre tête.

Le refus exprime aussi un mécontentement de certains travailleurs par rapport à la façon dont la grève a été menée. Grève victorieuse, certes, mais grève grise où les travailleurs ne se sentaient pas associés à la direction de la lutte, l'absence de comité de grève où syndiqués et non syndiqués sont au coude à coude sans esprit de chapelle, où les AG ne sont que chambre d'enregistrement des décisions prises par les états-majors syndicaux.

C'est cela qu'expriment les 157 voix contre la reprise. Nul doute que dans les luttes qui attendent les Rateau demain (maintien des acquis, revendications et, dans l'hypothèse d'une victoire de l'Union de la Gauche, la nationalisation sans rachat ni indemnisation), les directions syndicales auront à tirer les leçons de la façon dont le conflit a été mené. Ces 157 travailleurs seront là pour le leur rappeler.

LE SMIC A 5,95 F

Le Conseil des Ministres a décidé de relever le salaire minimum garanti qui passe de 5,60 F à 5,95 F de l'heure.

Cette mesure appelle au moins deux remarques :

- la première c'est qu'elle intervient en pleine campagne électorale et que ce n'est certainement pas un hasard ; la droite a bien besoin de redorer son blason en saupoudrant du « social » à quelques jours des présidentielles ;

- la deuxième c'est que le cadeau est tout de même maigrelet. Ce relèvement du SMIC de 6,25 % porte le salaire mensuel de 974 F à 1031 F par mois, ce qui comble à peine les hausses vertigineuses des produits de première nécessité. Il est vrai que certains journalistes annoncent le SMIC à 1100 F en calculant sur la base 43 heures. Raisonnablement inattaquable qui permettrait d'annoncer que le SMIC est d'ores et déjà de 1500 F... à condition de travailler 62 heures par semaine !

ils ne respectent pas la trêve



BOURSE

Les propositions présentées par les agents de change ont été repoussées mardi à la suite d'un vote à bulletins secrets, par 2136 non contre 1469 oui. Après cette défaite patronale, une nouvelle entrevue est prévue ce matin à 10 heures.

UGIMAG-GRENOBLE : PROPOSITIONS PATRONALES REPOUSSEES PAR LES GREVISTES

60 % des grévistes ont rejeté les propositions de la direction (minimum mensuel à 1400 F), réaffirmant leur revendication de 1500 F mini.

LORIENT : 1000 VOITURES REPAREES EN CINQ JOURS PAR LES GREVISTES

Les 150 mécaniciens des 6 garages poursuivent leur grève active, révisant et réparant gratuitement les voitures qui leur sont apportées, sur la place Salvador Allende. Ils revendiquent notamment 180 F d'augmentation pour tous.

INSERM : MANIFESTATION AUJOURD'HUI

La section SGEN-CFDT de l'INSERM appelle à une manifestation cet après-midi à 15 heures au siège, rue Léon Bonnat à Paris, pour protester contre les nouveaux statuts des personnels.

DIEPPE : LES CHAUFFEURS ROUTIERS OBTIENNENT SATISFACTION

Les chauffeurs de plusieurs entreprises spécialisées dans le transport de bananes, qui s'opposaient au chargement de leurs camions après l'arrivée d'un bateau dans le port, ont obtenu le SMIC à 2200 F base 50 heures, une revalorisation des primes d'ancienneté et de nuit, l'indexation des salaires sur l'indice INSEE avec réajustement tous les trois mois.

CITROEN-NANTERRE : LA CFT PROGRESSE AUX ELECTIONS PROFESSIONNELLES

Par rapport à 1973, la CFT gagne 265 voix (plus 6 %) et la CGT perd 160 voix.

GREVE DANS LES CET EN BRETAGNE

Pour protester contre la suppression des postes dans l'académie de Rennes, journée de grève suivie à 66 % selon les services académiques.

LES METALLOS DU DRAGON OCCUPENT DEPUIS 6 SEMAINES

A l'origine des débrayages de 18 minutes pour les salaires et la réduction d'horaire auquel la direction de Dragon (entreprise de construction électrique près de Grenoble affiliée au trust FIVES LILLE CAIL) répond par des lock-out et 18 mises à pied pendant 3 jours.

Le 18 mars à l'appel de la CGT, 78 % des ouvriers votent à bulletin secret la grève reconductible tous les jours avec occupation.

Depuis, l'usine est occupée jour et nuit. Les assemblées générales regroupent 70 % du personnel précisent les revendications. 250 F pour tous, 1500 F base 40 h minimum, échelle mobile sur indice CGT, réduction de 1 h de travail au moins immédiatement, une autre en septembre, grille hiérarchique unique, suppression des sanctions contre les délégués et les ouvriers et reconnaissance des libertés syndicales, heure mensuelle d'information syndicale, paiement des heures de lock-out et de mise à pied.

Les partis de gauche et les municipalités communistes ont soutenu activement la grève : meetings, collectes.

Première victoire : le tribunal des référés a débouté le patron de sa demande d'intervention policière.

Un comité de solidarité s'est créé avec ceux d'UGIMAG. Le premier Mai, ils seront dans la rue !

HAMEL : CONTRE UN LICENCIEMENT, GREVE ILLIMITEE AVEC OCCUPATION

Il y a une semaine, un ouvrier garagiste des camions Hamel à Bazeilles reçoit sa lettre de licenciement.

Aussitôt la CFDT réunit une assemblée générale qui vote la grève illimitée avec occupation : pour le maintien du poste au garagiste, pour l'information sur la politique d'emploi à court terme de l'entreprise, et le paiement des jours de grève.

COURRIER-PICARD : LES JOURNALISTES EN GREVE CONTRE UN LICENCIEMENT

Après un licenciement d'un reporter, secrétaire de la section FO, les journalistes du Courrier-Picard sont partis en grève. Le journal est tout de même sorti, rédigé par quelques jaunes. Mardi ce sont les rotativistes qui sont intervenus à leur tour, refusant de sortir le journal avec un titre sur Chaban sur 6 colonnes. Le journal est finalement sorti avec deux heures de retard et Chaban réduit à 4 colonnes.

GREVE ILLIMITEE A LA MENUISERIE GREMEL DE STRASBOURG

Un débrayage de deux heures s'est transformé en grève illimitée, suivie par 80 % des 130 ouvriers pour la 13ème mois, la semaine de 40 heures au lieu des 48 h 45 et une heure mensuelle d'information syndicale.



1er mai au Portugal

UN TOURNANT

● Au spectacle de la rue, le Portugal apparaît aujourd'hui — mais pour combien de jours ? — « le pays le plus libre du monde » comme le disait Lénine pour la Russie au printemps 1917. Manifestations spontanées, affichages et graffitis d'une multitude d'organisations politiques, distribution de tracts, y compris par des marins, fraternisations de la troupe avec la foule, au point que Alvaro Cunhal, secrétaire du Parti communiste retour d'exil s'adresse à la foule juché sur un tank, aux côtés de de Mario Soares secrétaire du parti socialiste, telles sont les images de l'explosion populaire qui contraint la junte à de fantastiques reculs. Celle-ci n'a-t-elle pas décidé de draconiennes mesures financières sous la pression des employés de banque, équivalent à geler les comptes et les transferts de capitaux. Seule exception, mais significative du rapport des forces sociales, les réglemens de salaires. Dans les universités où l'ambiance rappelle celle du mai français, les étudiants élisent de nouveaux recteurs et la junte entérine. Les travailleurs expulsent les dirigeants syndicaux officiels et reconstituent leurs organisations.

La junte inquiète, mais apparemment impuissante, surtout à la veille du 1er mai, multiplie les appels au calme, demande aux responsables de ne pas « se laisser aller à la panique » et s'efforce de récupérer un mouvement

qui, disent les observateurs étrangers, se développe « avec une rapidité étonnante ».

A cet effet, le général Spínola, dont on sait qu'il est soutenu par les plus importants groupes financiers du pays, dont la « Companhia Unia Fabril » qui contrôle pratiquement l'économie de Guinée-Bissau, reçoit et consulte les leaders des principales organisations politiques et les syndicalistes qui ont aujourd'hui l'oreille des masses. Après Soares du parti socialiste qui a présenté un programme en quatorze points typiquement réformiste de soutien à la junte et se déclare prêt à exercer le pouvoir, ce fut le tour de Alvaro Cunhal qui lui aussi s'affirme d'accord pour participer au gouvernement. Au moment où celui-ci était reçu, un représentant de la junte recevait une délégation de banquiers qui à sa sortie devait déclarer « on peut très bien vivre avec les communistes, même au gouvernement ». Il est clair que la bourgeoisie portugaise a tiré les leçons de la récupération gaullienne de la Libération en 1944-45. Toutes les forces politiques, des libéraux aux stalinien se prêtent à l'opération d'une union nationale. L'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire fortement implanté et de structures d'un pouvoir parallèle tel que les soviets facilite cette solution toute provisoire, car la journée du 1er mai, même fraternellement encadrée par les forces armées sera décisive pour la suite du mouvement.

Chili

MANIFESTE DU MIR DU 1er MAI

LE MIR, Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, à la classe ouvrière et aux révolutionnaires :

Les travailleurs chiliens à la différence de leurs frères de classe dans la majorité des pays du monde ne commémoreront pas le 1er mai cette année avec des manifestations publiques et des concentrations de masse dans la rue.

Le Chili se trouve soumis à une des plus sanglantes dictatures que connaît l'histoire contemporaine.

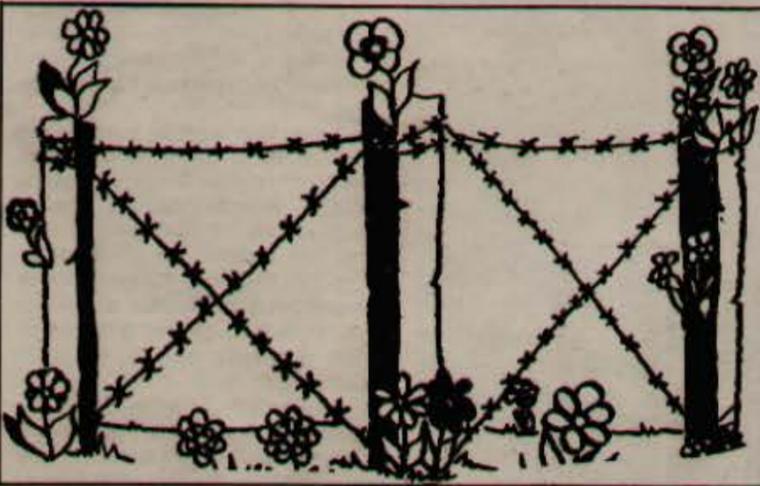
Le bilan de cette tragédie qui a frappé le peuple chilien se chiffre à 30.000 morts et plus de 50.000 prisonniers, la majorité d'entre eux sont soumis à de cruelles tortures, tout cela pour garantir un modèle d'accumulation du capital basé sur la surexploitation du travail.

Pour la première fois depuis plus de 60 ans, les travailleurs chiliens ne

sortiront pas dans la rue pour commémorer leur plus importante journée. Mais que les patrons et la clique militaire ne s'y trompent pas !

A cause de l'offensive brutale contre-révolutionnaire, la classe ouvrière et le peuple se sont repliés ; maintenant, ils reprennent peu à peu du terrain et font le bilan des causes de la défaite et se préparent à un long et difficile combat révolutionnaire.

Les douzaines de grèves et de débrayages, les multiples actes de sabotage et surtout la formation de centaines de « Comités de Résistance » dans les usines, les banlieues populaires, la campagne, les bureaux et les écoles, montrent à l'évidence qu'il existe un énorme potentiel de combativité que les agents du capital ne sont pas capables d'éliminer.



Le MIR, sa direction et l'en semble de ses militants qui restent avec les travailleurs dans les moments difficiles que nous avons vécus hier et que nous vivons aujourd'hui, manifeste sa confiance non seulement dans l'action révolutionnaire du prolétariat chilien, mais aussi dans la solidarité de la classe ouvrière du monde entier, spécialement de France, qui est un facteur fondamental dans le développement d'une lutte qui sera longue et qui finira seulement avec l'instauration de la dictature du prolétariat au Chili et la généralisation de la lutte révolutionnaire en Amérique latine et dans le monde entier.

Le 1er mai 1974, nous le commémorerons avec tous les travailleurs et révolutionnaires du monde et spécialement avec les organisations qui sont intégrées dans la « Junte de Coordination Révolutionnaire » : les Tupamaros d'Uruguay, l'Armée Révolutionnaire du Peuple d'Argentine et l'Armée de Libération Nationale de Bolivie.

Avec la solidarité des travailleurs et révolutionnaires du monde,

LA RESISTANCE
REVOLUTIONNAIRE AU CHILI
VAINCRA !

Italie

LA BATAILLE SUR LE DIVORCE

● Il y a du nouveau dans cette campagne sur le divorce qui semblait devoir se développer dans la monotonie d'une pièce où les rôles sont connus d'avance : les fascistes posent des bombes et multiplient les agressions, les démocrates chrétiens s'engagent à fond pour arracher des voix à gauche (Fanfani a comme slogan : « tout communiste est un bon père de famille et ne peut pas voter contre la famille ») ; les stalinien du P.C. et les réformistes du P.S. se proposent comme les meilleurs défenseurs des petites vertus morales de la bourgeoisie ; les partis bourgeois soi-disant laïcs et la majorité de l'ancienne extrême-gauche maintenant centristes unis dans une sorte de front populaire en expliquant la valeur en soi d'un bataille d'arrière-garde. Seuls les ordres du jour de quelques conseils d'usine dans lesquels les marxiste-révolutionnaires ayant pu interrompre le train-train, préconisant

une ligne anti-capitaliste générale pour faire face à cette bataille.

Mais ces derniers jours est apparue une grande nouveauté : l'Eglise catholique s'était lancée dans une escalade avec de forts relents du Moyen-âge. Les évêques avaient clairement appelé à voter oui pour abolir la loi sur le divorce.

Le cardinal Firsi avait menacé de l'Enfer ceux qui voteraient NON. Un haut théologien avait théorisé que qui voterait NON ne pourrait plus se considérer comme catholique. Dernière en date, l'intervention de l'ordre des bénédictins qui a suspendu « a divinis », c'est-à-dire interdit de célébrer la messe à l'ancien abbé de la basilique de S AN Paolo à Rome, Dom Renzoni.

Or, cet épisode a provoqué une véritable révolte dans les églises : dimanche dernier, à Mantoue, quand a été lue une communication de l'évêque qui condamnait Dom Renzoni, plus de la moitié des

présents — et parmi eux plusieurs prêtres — ont quitté l'église. A Milan et à Rome, les laïcs qui prennent une part active à la messe (en raison des modifications de la liturgie) ont lu dans les églises des appels à la solidarité avec l'abbé romain. Il y a une bataille continuelle de tracts entre catholiques POUR et catholiques CONTRE le divorce. Souvent avec l'intervention de la police contre les premiers. On a l'impression que — même dans le cas d'une victoire des adversaires du divorce — la crise qui s'est ouverte dans l'Eglise serait aussi profonde et les pouvoirs du pape fortement secoués. Ce n'est pas un hasard si des secteurs importants de la bourgeoisie italienne — comme on peut s'en rendre compte en lisant la grande presse, ne participent pas à la croisade. Ils ne veulent pas être compromis dans cette inévitable crise de ce qui jusqu'à présent a été le bastion fondamental du contrôle idéologique sur l'opinion publique italienne.

CEE : L'ITALIE S'ISOLE

● 1er mai scandaleux en Italie : hier, le gouvernement italien a lancé une mesure économique qui vise à une réduction draconienne des importations, imposant un cautionnement très fort (50 % sur le prix total) que les importateurs doivent déposer dans la Banque d'Italie pour tout achat qu'ils effectuent, sauf matières premières et outils pour l'industrie. Le but de la manœuvre est double : freiner les importations et ramasser des masses de capitaux du marché dans l'effet d'arrêter la montée fantastique du taux d'inflation.

Samedi dernier, l'Institut des statistiques, ISTAT, avait informé que les prix sont montés de février à mars de 2,9 % (ce qui signifie par rapport à mars 73 15,5 %). En même temps, le gouvernement a annoncé une prochaine augmentation des prix : électricité, pétrole et dérivés, bière, détergers, produits alimentaires en boîtes. Après le

15 mai, les billets de train vont augmenter de 30 % mais il est bien clair que les mesures sur les importations causeront un autre sursaut de tous les prix : un véritable cadeau du 1er mai à la classe ouvrière...

Le résultat sera l'augmentation du chômage et une nouvelle chute du pouvoir d'achat des masses travailleuses. Demain jeudi, les fédérations syndicales CGIL, CISL, UIL rencontrent le président du Conseil des Ministres, Rumor, pour discuter des perspectives économiques. Encore une fois, les bureaucrates annoncent compréhension pour les « difficultés nationales » et détournent la poussée de la base vers de faux buts réformistes qui esquivent les problèmes centraux du chômage et des augmentations de prix. Bref, la classe ouvrière italienne aura très bientôt l'occasion d'une double bataille : contre les manœuvres du capitalisme en crise et contre la bureaucratie.

BELGIQUE : AUTO-DEFENSE OUVRIERE

■ L'usine « Multiplane » à Charleroi est en grève pour la réintégration d'un syndicaliste. Un piquet de grève avait été mis en place. L'intervention extrêmement violente d'un commando de jeunes a forcé le piquet.

La riposte ouvrière a été de bloquer les postes de travail et d'impulser un arrêt de travail dans toutes les entreprises de verrerie de la région.

La lutte continue avec la pression des flics menaçant d'intervenir.

DECLARATIONS DE SIHANOUK

■ Sihanouk a affirmé à Pékin que certains des plus hauts fonctionnaires de Phnom Penh lui ont demandé secrètement son retour. Il a réaffirmé à cette occasion son refus de tout ralliement de ce genre et sa volonté de ne revenir au Cambodge que pour sanctionner la prise du pouvoir par les « Khmers Rouges ».

« Plus les combats se prolongent, plus les Khmers Rouges renforcent leur pouvoir sans partage » a-t-il précisé. S'opposant aux manœuvres de Kissinger visant à bien croire à la possibilité d'une solution négociée de compromis au Cambodge sous le patronage des « grandes puissances », il a

annoncé qu'une nouvelle demande de reconnaissance serait faite à l'ONU. Il a espéré qu'à cette occasion la France cesserait de soutenir le régime fantoche de Lon Nol.

INTER-BREVES : URUGUAY : APPEL DE LA GAUCHE POUR UN PREMIER MAI DE LUTTE

■ Le président Bordaberry a déclaré qu'il n'y aurait pas d'élection générale en Uruguay tant que subsisterait l'éventualité d'une victoire de la Gauche, « sinon elles pourraient conduire à la victoire d'une coalition de gauche, sur le mode chilien et non européen. Ce risque est trop grave pour que nous le courions ». Ces déclarations s'insèrent dans le cadre de la campagne anti-marxiste menée depuis le coup d'état de juin 73. A la suite de ce coup d'état, les partis communiste et socialiste ainsi que 14 organisations de gauche et d'extrême gauche avaient été dissous de même que la principale centrale ouvrière.

Cela n'empêche pas pourtant la gauche uruguayenne de se manifester régulièrement par des inscriptions sur les murs de la capitale ou par des manifestations éclairées dans le centre de la ville.

Depuis quelques jours, ces inscriptions se sont multipliées appelant à « un 1er mai de lutte et de solidarité ».

Ces manifestations ont été interdites par les forces armées qui ont opéré des perquisitions armées dans les quartiers populaires, au cours desquelles, plusieurs militants ont été abattus, de nombreux dirigeants et militants politiques et syndicaux ont été arrêtés.

SALA LEK PRAM libérée

■ Les fantoches ont abandonné une nouvelle ville à une quarantaine de kilomètres au nord ouest de Phnom Penh. C'est un nouvel épisode de la « bataille d'Oudong », ancienne capitale royale libérée le 14 mars dernier. C'est en effet au camp de Long Vek, situé entre ces deux villes, que les débris de l'armée de Lon Nol, défaite à Oudong et Kompong Luong, se sont repliés. D'autres combats se déroulent à Takmau, faubourg sud de Phnom Penh, dont les installations militaires ont été bombardées par le FUNK, ainsi que le camp de blindés de Dos Kanchor (à 70 km de la capitale). La bataille de Kampot (port au sud du pays) se poursuit tandis qu'à Phnom Penh les services fantoches recherchent, sans résultat jusqu'à maintenant, les auteurs d'un attentat auquel le « premier ministre » fantoche Long Boret a échappé de justesse vendredi soir.



aux
quatre
coins

NOUS ETIONS 40.000



Le 1^{er} mai, les militants du F.S.M.A.R. vendent leur manifeste le long du cortège.



40.000. Nous étions 40.000, tous unis en ce matin du 1^{er} mai, de la République à la Nation. L'importance, la détermination du cortège ont donné la mesure de la capitulation opérée par les directions réformistes et stalinienne.

Un incident mineur à noter toutefois : 200 maos stalinien de L'Humanité Rouge et du GRml avaient jugé bon de se lever aux aurores pour prendre position en tête du cortège, harnachés de casques et manches de pioche.

Au-delà de ces péripéties, c'est vers 11 heures que la manifestation se mit en marche. En tête, des délégations des travailleurs en lutte, Darboy, Safar, les banques et les ouvriers du bâtiment. Derrière un grand nombre de sections syndicales et de groupes de travailleurs combattifs, CFDT et CGT d'Encyclopédia Universalis, d'Alpha et d'Hachette, les travailleurs sociaux de la région parisienne et bien d'autres.

Le cortège rappelle que face aux exploités il n'y a qu'une classe ouvrière et que le 1^{er} mai est la journée internationale des travailleurs, de ces immigrés venus d'Afrique, du Maghreb ou des Antilles. Plusieurs centaines de camarades espagnols et portugais ont clamé leur espoir et leur soutien à la révolution montante dans la péninsule ibérique.

Les milliers de militants des Comités Chili ont fourni l'un des cortèges les plus dynamiques aux cris de « Chaban, Giscard, complices de Pinochet, » et « Chile, Chile, Chile, Solidaridad ».

Après le CDA et l'apparition symbolique d'une rangée de militants du Front des Soldats, Marins et Aviateurs Révolutionnaires, en uniforme, le visage recouvert d'un bas noir. Cette deuxième apparition publique des militants qui luttent dans les casernes contre l'embarquement et les préparatifs de guerre civile renoue avec les plus vieilles traditions d'anti-militarisme du mouvement ouvrier, passées sous la table par des décennies de légalisme stalinien. Les travailleurs et les jeunes de la manifestation ne s'y sont pas trompés qui ont repris à pleins poumons le mot d'ordre : « Contre l'armée de guerre civile, soldat-travailleur, crosse en l'air ! ».

Les camarades du MLAC ont répété, face à la démagogie électorale de Chaban-Giscard et aux pitreries de Micheline-Anne-Aymone leur exigence de l'avortement libre et gratuit y compris pour les mineures.

En fin de cortège défilaient les organisations révolutionnaires, FCR, LO, Révo et le cortège PSU-AMR.

Parmi les mots d'ordre des communistes révolutionnaires : « Chaban d'Estaing, Giscard Delmas, 16 ans ça suffit, à la porte les exploités, le pouvoir aux travailleurs », « Dehors les candidats bourgeois, c'est dans la lutte qu'on

leur dira, c'est dans les luttes qu'on les videra » étaient les plus repris.

A deux heures, la manifestation s'est dispersée place de la Nation, après que l'appel du 1^{er} mai du MIR chilien ait été lu à la sono.

RASSEMBLEMENT MASSIF A LA COURNEUVE

UN GRAND ABSENT MITTERRAND

C'est au Parc Paysager de la Courneuve que fut célébré hier le rassemblement du 1^{er} mai. Rassemblement et non manifestation, par peur des « provocations gauchistes », qui d'ailleurs n'ont pas eu lieu à la manifestation des révolutionnaires le matin même. Ce qui pouvait être la démonstration de force de la classe ouvrière n'a été qu'un meeting champêtre réussi. Les dirigeants des partis de gauche ont été invités, mais Mitterrand, plus soucieux d'apparaître comme un homme d'Etat que de se commettre avec le peuple, avait décliné l'offre. Le PS fut donc représenté par Georges Sarre et le PCF par Etienne Fajon.

Une atmosphère de fête de l'Humanité commencée sous le soleil et terminée sous les gouttes. Beaucoup de monde. A l'entrée, on vend le badge du programme commun, la V.O. spécial 1^{er} mai ; il y avait aussi quelques vendeurs du numéro de « Syndicalisme » sur la CFDT et la gauche. A côté du vieux socialo qui vend des roses pour Mitterrand, les gars de la Brinks et d'Alpha qui collectent, rappellent qu'ils sont en lutte.

Le cadre PCF vend « Option », l'étudiant « Clarté ».

Edmond Maire intervient le premier, alors que les gens continuent à arriver : « C'est nous, dans le camp des travailleurs, le camp du peuple, qui avons dans la bouche le goût de l'espoir ». Après avoir largement célébré l'unité réalisée, il évoque le gouvernement de gauche sous lequel « le mouvement syndical, dans le respect de son autonomie, négociera dans un esprit de responsabilité, les mesures prioritaires ». Et pour affirmer l'originalité de la CFDT, il précise le souhait « d'un Etat décentralisé où la prévention l'emporte sur la répression ».

Ensuite, après l'intervention de Marangé qui évoquait les martyrs de Chicago et les origines du 1^{er} mai, Ségué prononçait l'intervention centrale du rassemblement.

Il affirme que les objectifs de François Mitterrand sont pour l'essentiel ceux pour lesquels les syndicats ont lutté depuis des années et affirme : « François Mitterrand se prononce de façon nette pour une grande négociation avec les syndicats, pour une nouvelle politique sociale ». C'est sous la pluie que se conclut ce rassemblement par des chansons de Juliette Gréco, Gilles Dreux, Maurice Fanon.

LE 1^{er} MAI EN PROVINCE

Montpellier : La manifestation du 1^{er} mai a réuni plus de 500 personnes à l'appel du MLAC, du CDA, du Comité Chili, de Révolution, du FCR. Le rassemblement tenu dans la ville à l'appel des organisations syndicales a réuni autant de personnes que la manifestation.

ROUEN

800 manifestants à Rouen à l'appel du FCR, de LO, de Révo !, des comités Chili. Plusieurs groupes femmes et de travailleurs immigrés ont également participé à la démonstration.

PERPIGNAN

100 participants à la manifestation du 1^{er} mai convoquée par le FCR, le MLAC, le Comité Chili et Révolution.

encore chaud



le quotidien ROUGE

10, impasse Guéméné
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82

L'AVENIR GRAPHIQUE

Le directeur de publication : Daniel Bensaid

ETHIOPIE : LA TENSION

■ Situation plus que tendue en Ethiopie. Les employés de différents services ayant décidé, malgré la menace d'intervention de la police et de l'armée, de maintenir leur mot d'ordre de grève pour le mardi 30 avril, les forces armées ont procédé à l'arrestation de nombreux grévistes et leaders syndicaux.

LISBONNE

■ Quelques heures avant que ne débutent la gigantesque manifestation qui regroupera plusieurs centaines de milliers de travailleurs, il n'y avait pas un fusil, pas une voiture, pas une boutonnière, pas un tank qui ne soit décoré d'oeillets rouges et de petits drapeaux portugais.

Les tanks étaient toujours en position devant le palais du « Cora da Moura ». Les premiers cortèges se formèrent en fin de matinée pour se diriger vers la place Alameda Don Alfonso Enriques, le lieu du rassemblement. La manifestation devait éviter le centre populaire de la capitale. A l'exception de quelques patrouilles, aucune force de l'ordre n'était visible, en ce début d'après-midi. Mais toutes les unités étaient en alerte et prêtes à intervenir contre tout débordement.

LES NEGRIERS OPERENT A FOS

■ Le Comité de Solidarité des travailleurs immigrés et l'Union Locale d'Aix CFDT alertent l'opinion sur le cas de 7 travailleurs turcs victimes d'un réseau clandestin d'importation de la main-d'œuvre. Entrés en France le 15 mars dernier, ils sont depuis lors employés sur un chantier de Fos par une entreprise d'extraction et de traitement de sable et de gravier d'Aix-en-Provence. Ils travaillent jusqu'à 12 heures d'affilée avec une pause d'une demi-heure, n'ont pour nourriture que des haricots blancs et du pain. 5 d'entre eux n'ont pas encore été payés et les 2 autres n'ont reçu qu'un acompte de 200 F. Ils sont logés dans des conditions dangereuses à 6 kilomètres du premier village. Ils déclarent avoir versé 3000 F à un personnage turc « très influent » pour les frais du voyage. Un autre groupe aurait été dirigé sur un chantier de la Durance.

SOUTIEN AUX PRISONNIERS POLITIQUES EN TUNISIE

■ A l'issue d'un « meeting international de soutien aux prisonniers politiques en Tunisie » qui

s'est tenu lundi soir à la cité Universitaire de Pau, une quinzaine d'étudiants tunisiens ont commencé une grève de la faim dans le but de « dénoncer la répression, briser le mur du silence entretenu par les organes de presse officiels sur les luttes du peuple tunisien et exiger la libération de camarades détenus ».

FRANCE : DERNIER SONDAGE

■ Le Figaro ce matin publie un nouveau sondage Figaro Sofres.
Intentions de vote 1^{er} tour :
F. Mitterrand 44 % (plus 2)
V. Giscard d'Estaing 31 % (plus 7)
Chaban Delmas 17 % (moins 7)
J. Royer 3 % (moins 1)

Pour le second tour, dans l'hypothèse d'un duel Mitterrand Giscard d'Estaing,
Intentions au 2nd tour :
Giscard 51 %
Mitterrand 49 %
Second tour, dans l'hypothèse d'un duel Chaban Mitterrand,
Mitterrand 55 %
Chaban 45 %